

## LA TUTELLE SÉVIT CONTRE LES MANIFESTANTS

## Plaintes en justice contre des étudiants

**L'administration vient de porter plainte contre les étudiants qui ont participé à la marche du 12 avril dernier et à laquelle avait appelé la Coordination nationale des étudiants autonomes (Cnea).**

**Irane Belkhedim - Alger (Le soir)** - Une centaine d'étudiants des universités d'Alger, Blida et Béjaïa devront passer devant le juge ou en conseil de discipline. «Nous n'avons pas encore évalué la situation avec les établissements universitaires des autres régions du pays. Nous allons le faire», affirme Farid, membre de la Cnea. Ainsi, le nombre d'«étudiants inculpés», dont la plupart sont membres de la Coordination, peut augmenter. «La tutelle veut nous intimider.

Elle nous tape d'abord puis nous poursuit en justice. Ces étudiants sont menacés d'expulsion», ajoute-t-il.

Pour le moment, les étudiants ne sont pas encore passés devant le juge ou en conseil de discipline.

Une démarche qui semble contredire les appels au calme de Rachid Harraoubia. En effet, dimanche, à l'ouverture de la conférence nationale des doyens des facultés des sciences médicales à Alger, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n'a pas cessé d'exhorter les étudiants au dialogue. Depuis la grande



Une centaine d'étudiants devant le juge ou le conseil de discipline.

Photo : Samir Sid

marche des étudiants de la Grande-Poste vers le siège de la présidence, la situation n'a pas trop évolué. «60 % des départements de l'Université de Bouzaréah sont encore en grève. Certains étudiants n'ont pas encore passé les examens

du 1<sup>er</sup> semestre», explique Farid.

Dans d'autres écoles, instituts et universités à Alger comme dans les autres villes, la grève se poursuit mais le taux de participation diffère. C'est le cas des universités de

Béjaïa, Blida, Sétif, Constantine et Alger. Sur les huit grandes écoles du pays, deux sont paralysées par une grève totale (Ecole nationale supérieure en statistiques et en économie appliquée et Ecole des hautes études commerciales), le dérayage est partiel dans le reste des établissements.

La Cnea prévoit de se réunir avant la fin de la semaine, pour évaluer la situation et décider d'éventuelles actions. «Nous allons nous concerter et discuter de la situation. La tutelle ne nous a jamais contactés, pourtant nous sommes pour le dialogue car notre objectif est la satisfaction de notre plate-forme de revendications. Nous n'avons rien reçu de la part de l'administration», indique Farid.

Quant aux grandes écoles, les délégués sont encore en

concertation puisqu'ils estiment que leurs doléances n'ont pas été prises en charge par la tutelle. «La tutelle ouvre le débat, l'on travaille pendant des mois pour qu'on nous dise que la question de passerelles entre l'ancien et le nouveau système sera résolue dans le cadre d'une commission internationale. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que tout ce que nous avons fait ne compte pas ?», s'interroge Sofiane, représentant des étudiants de l'Ecole nationale supérieure en statistiques et en économie appliquée. Il estime que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique veut gagner du temps pour absorber la colère qui grogne. «La question de délivrer un grade de master aux ingénieurs d'Etat n'a pas été réglée», dit-il.

I. B.

## LE SNTE, LE SATEF ET LA FNPEN REJOignent LA PROTESTATION

## Grève, les 25 et 26 avril prochains, dans l'éducation

**La Fédération nationale des personnels de l'éducation nationale (FNPEN), affiliée Snapap, le Syndicat des travailleurs de l'éducation (SNTE) et le Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef) appellent à une grève de deux jours, les 25 et 26 avril prochains, dans le secteur de l'éducation.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Les appels à la protestation dans le secteur de l'éducation se multiplient. Les syndicats autonomes du

secteur se mobilisent pour mettre la pression sur leur tutelle. La FNPEN, affiliée au Snapap, le SNTE et le Satef ont décidé, à leur tour, de

recourir à la protestation. Ils ont appelé, hier, à une grève nationale de deux jours à partir du 25 avril.

Le président de la FNPEN, M. Belaâmour, a indiqué, lors d'une conférence de presse tenue, à Alger, que le mouvement risque de se radicaliser si leur plate-forme de revendications n'est pas prise en charge. Celle-ci tourne principalement autour de la révision du statut particulier du

secteur de l'éducation nationale.

«Il a été le premier statut à être promulgué par la Fonction publique, il a été fait dans la précipitation. Du coup, il y a beaucoup de points négatifs à corriger et ses points positifs n'ont jamais été appliqués», a souligné le conférencier.

Les protestataires demandent la révision du régime indemnitaire, la revalorisation

salariale, le droit à l'accès aux postes de graduation, le droit au logement social et la finalisation du traitement du dossier des œuvres sociales.

Le secteur de l'éducation risque une paralysie à partir de la semaine prochaine.

En début de semaine, le Cnapest, le Snapest et l'Unpef ont également appelé à une grève de trois jours par semaine reconductible.

S. A.

## COMMERCE DE LA FRIPERIE

## 20 000 postes d'emploi perdus en 3 années

**L'interdiction d'importation de la friperie depuis août 2009 a engendré la perte de 20 000 postes d'emploi en moins de trois années, soutient l'Association nationale des importateurs et transformateurs de la friperie. Les membres de cette dernière ont observé, hier, un rassemblement devant le siège de la Direction des finances de la wilaya de Tébessa. Leur revendication : instruire les banques d'accepter la domiciliation des opérations d'importation de la friperie.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La marche de protestation qui devait se tenir dans la ville Tébessa n'a pas eu lieu. Les animateurs de l'Association nationale des importateurs et transformateurs de la friperie ont opté pour un rassemblement devant le siège de la direction des

finances de la wilaya de Tébessa.

Cette première sortie publique est intervenue au lendemain de la lettre adressée au premier magistrat du pays et dans laquelle l'association se demande «sur quelle base juridique les établissements financiers refusent-ils d'accepter la

domiciliation bancaire relative à l'importation de la friperie ?»

Selon le président de l'association, Ferhi Chérif, «l'attitude des établissements financiers s'inscrit à contre-courant de la dernière décision prise par la direction générale des douanes». Notre interlocuteur cite, en guise d'argument, «l'instruction n°28/2011 émise par la direction générale des douanes en date du 6 janvier 2011 et adressée à toutes les directions régionales et centres de transit, les invitant à inclure la friperie dans la liste des produits autorisés à l'importation sous le référent douanier n° 63». «Malgré cette mesure, les banques refusent de domicilier cette importation, ce qui a compliqué davantage la situa-

tion des entreprises concernées.» Face à cette situation, les membres de ladite association ont pris la décision d'«observer au courant de la semaine prochaine un sit-in devant le département des finances». Pour l'Association des importateurs de la friperie, cette mesure a occasionné «la perte de centaines d'emplois et contraint les propriétaires de commerce de friperie à baisser rideau». Pour eux, des 3 700 commerces en activité, selon les statistiques de 2009, il n'en reste que 2000, qui risquent la fermeture d'ici la fin de l'année en cours, si l'interdiction venait à être maintenue.

Les commerçants de détail sont, quant à eux, désespérés. Ils attendent impatiemment

la relance de l'importation de la friperie pour réactiver le marché et susciter de nouveau l'intérêt des clients.

Pour rappel, l'interdiction de l'importation de la friperie a été décidée en 2009 dans le cadre de la loi de finances complémentaire. Cette interdiction s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les pouvoirs publics interdisant l'importation de «produits usagés». Une décision soutenue et applaudie par la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuir (UGTA), considérant qu'elle «mettra fin à la concurrent déloyale et, par conséquent, confortera la relance de l'industrie du textile en Algérie».

A. B.

## SOCIÉTÉ DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT D'EL TARF ET D'ANNABA

## Les travailleurs ont eu gain de cause

**Le différend surgi ces derniers jours entre les 350 travailleurs et la direction de la Société de l'eau et de l'assainissement d'El Tarf et d'Annaba (Seata) semble avoir connu son épilogue avec le limogeage du directeur de l'unité d'Annaba et du DRH, de la même unité, ainsi que la suspension du conseil syndical.**

Ces décisions ont été prises suite à une réunion tenue dans l'après-midi d'hier lundi pour arriver à un terrain d'entente avec les travailleurs contestataires. Elle a regroupé le directeur général de la Seata, celui de l'hydraulique de la wilaya et des représentants des travailleurs contestataires. Elle fait suite à la décision des autorités locales de la

wilaya d'Annaba de trouver une issue à cette situation préoccupante.

En effet, le wali a chargé le directeur de l'hydraulique de suivre ce dossier et d'essayer de trouver une solution dans les plus brefs délais.

Et pour cause, les travailleurs menacent tout simplement de couper l'alimentation en eau potable à la population, si aucune solution ne

pointe à l'horizon, avant mercredi prochain. Une coupure a déjà été enregistrée durant toute la journée de dimanche à travers les principaux quartiers d'Annaba. S'agit-il d'un avertissement de la part des travailleurs qui se disent lésés ?, se demande-t-on dans la quatrième ville du pays avec ses six cent mille habitants.

Les revendications des travailleurs de l'eau et de l'assainissement, un secteur névralgique, portent essentiellement sur des questions d'ordre socioprofessionnel dont le départ du directeur et du DRH de l'antenne d'Annaba, des augmentations salariales, le renouvellement de

la composante du syndicat, dont une bonne partie se trouve en place depuis douze ans. «Nous avons subi la hogra depuis de longues années du fait de l'arrogance et de la direction et du conseil syndical dont nous ne reconnaissons pas la légitimité et qui ont toujours été en très bons termes, mais à nos dépens», ont déclaré les protestataires. Et d'ajouter : «Après plusieurs réclamations restées sans suite, nous avons décidé d'organiser d'abord un sit-in devant notre société pour faire valoir nos droits avant de passer à la grève illimitée.»

Le wali d'Annaba a pris cette initiative afin d'éviter cette mesure

extrême annoncée par les travailleurs (coupure de l'alimentation de l'eau potable). La Seata, une société qui a englobé l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national de l'assainissement (ONA), et dont la gestion déléguée a été confiée à la société allemande Gelsenwasser ne fait que battre de l'aile depuis sa création.

La majorité des projets qui lui ont été confiés n'ont pas été réalisés. D'où la décision de résiliation du contrat avec les Allemands par le ministère des Ressources en eau, après trois mises en demeure restées sans suite.

A. Bouacha

ASSOCIATION  
NATIONALE DES  
ANIMATEURS  
CULTURELSAppel à un sit-in  
devant la présidence

L'Association nationale des animateurs culturels a lancé un appel pour un «sit-in de protestation» devant la présidence de la République, pour les journées des 1<sup>er</sup> et 2 mai 2011. Ces rassemblements, qui coïncideront avec la fête des travailleurs, ont pour objectif de «demander des droits socioprofessionnels légitimes et le départ de la ministre de la Culture», souligne-t-on dans un communiqué de l'association.

La plate-forme des revendications qui sera remise au président de la République comporte 21 points. Parmi ces revendications figure «la création d'un conseil supérieur de la culture», l'application de la «prime du Sud» pour les travailleurs de la culture et la «délivrance des diplômes» pour les promus de l'ex-Institut national des arts dramatiques de Bordj-El-Kiffan. L'Association nationale des animateurs culturels demande, également, «l'élaboration d'un texte juridique pour les artistes qui préserve et garantisse leur dignité et leurs droits et énonce leurs devoirs et les modalités d'exercice de leur activité». Autrement dit, c'est la fameuse revendication d'un statut de l'artiste, promis, mais qui n'a pas encore vu le jour.

K. B.